

Lorsque les affaires tournent au bain de sang

POLITIQUE D'ÉTAT ET VIOLENCE LIÉE AUX DROGUES

Depuis que le Président Felipe Calderon a appelé l'armée à mener une guerre tous azimuts contre les cartels de drogue du Mexique en décembre 2006, plus de 47 000 personnes ont perdu la vie dans un tourbillon de violence. Si les mesures de répression du gouvernement ont permis de fragmenter les cartels en organisations de plus petite taille, de nombreux groupuscules se sont révélés tout aussi violents que leurs prédécesseurs. En réalité, la violence des cartels est de plus en plus intense, meurtrière et éhontée depuis la répression, avec un record sans précédent du nombre d'attaques des cartels contre les militaires (voir Figure 2.5). Outre la spirale de la violence au sein du pays, la fragmentation des cartels mexicains menace désormais de transformer la dynamique du narcotrafic à El Salvador, au Guatemala et au Honduras.

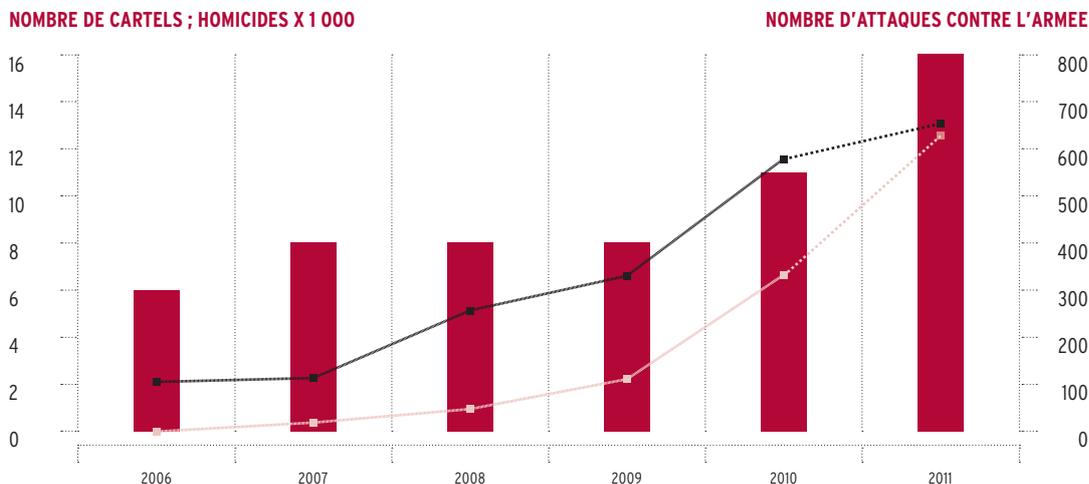
Depuis le début de la répression en 2006, la violence des cartels au Mexique est de plus en plus intense, meurtrière et éhontée.

Rio de Janeiro présente une autre facette du phénomène de la violence liée aux drogues. Dans cette ville, où des associations de trafiquants de drogues basées en prison exercent un contrôle territorial sur les *favelas* (bidonvilles) depuis plus de deux décennies, les forces de sécurité de l'État ont lancé un nouveau programme de « pacification » en 2008 pour reprendre les favelas, puis y implanter durablement des forces de police de proximité appelées UPP (*Unidades de Policía Pacificadora*). Contrairement aux approches précédentes développées à Rio et ailleurs en Amérique latine, le programme cible en priorité les associations les plus violentes et vise non pas à éradiquer le commerce des drogues illicites mais à atténuer les pires formes de violences liées aux drogues et à restaurer l'autorité de l'État.

Le terme « violence liée aux drogues » peut évoquer diverses images et contextes, allant des agressions interpersonnelles commises par des toxicomanes, et des guerres de territoire entre trafiquants de rue vendant au détail, à de véritables combats militarisés entre cartels puissants et lourdement armés. Si l'Amérique latine n'est pas exempte de consommation de stupéfiants et des formes de violence associées, ce sont les épisodes de luttes intestines extrêmes entre de larges et puissantes organisations de trafic de drogue, et, parfois, de violence éhontée contre l'État lui-même, qui suscitent des comparaisons avec une guerre civile. L'Amérique latine est également unique dans le sens où la production et le transbordement des drogues (vers des marchés de détail aux

Figure 2.5 **Fragmentation des cartels et violence liée aux drogues (2006-11)**

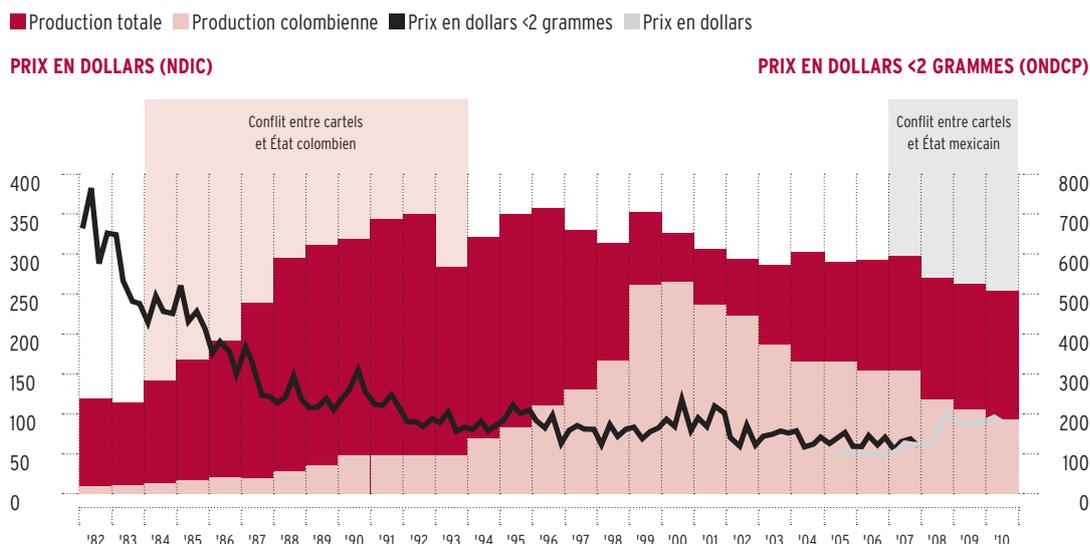
- Nombre de grands cartels
- Homicides liés aux drogues
- Attaques contre l'armée par des groupes criminels



Note : Les chiffres de 2011 relatifs aux homicides et attaques sont des estimations annuelles établies à partir de données pour la période janvier - juin.

Sources : Données issues de Reforma, citées dans Ríos et Shirk (2011), Guerrero-Gutiérrez (2011, p. 45), Aranda (2011).

Figure 2.1 **Marché de la cocaïne vs périodes de conflit entre les cartels et l'État (1982-2010)**



Notes : Les valeurs de la production pour 1982-85 et 2010 sont des estimations. Le Bureau de contrôle national des drogues des États-Unis (ONDCP) (Fries et al., 2008) publie depuis longtemps des données sur le prix du gramme de cocaïne pure en dollars aux États-Unis pour diverses catégories de poids, la catégorie <2 grammes reflétant un achat standard au détail. Des données plus récentes sont uniquement disponibles auprès du National Drug Intelligence Center (NDIC) (2009, 2010, 2011), mais ne sont pas ventilées selon le poids.

Sources : NDIC (2009, 2010, 2011), ODCCP (1999, 2000a, 2000b), UNODC (2003, 2010), Fries et al. (2008)

États-Unis, en Europe et d'autres destinations privilégiées) sont souvent supérieurs à la vente au détail et à la consommation, et constituent les plus importantes activités économiques liées aux drogues.

Dans ce contexte, il est particulièrement important de reconnaître que les États jouent un rôle déterminant dans l'établissement des règles du jeu. Le statut juridique de la consommation, de la vente et du trafic de drogue, les politiques officielles en matière de condamnation, de surveillance et d'extradition, les structures institutionnelles et les capacités de la police et d'autres forces de l'État, ainsi que les décisions opérationnelles définissant où et quand appliquer la force répressive, sont autant de paramètres qui influencent de manière fondamentale les motivations et, à terme, les actions des trafiquants de drogue.

Ce chapitre analyse les tendances récentes et les explications théoriques de la violence liée aux drogues en Amérique latine, en mettant l'accent sur la violence armée entre groupes organisés – notamment les cartels et les organisations basées en prison – et les forces de l'État au Mexique, dans le triangle nord de l'Amérique centrale et au Brésil. Il constate que les aspects économiques du marché de la drogue – la demande, l'offre et les prix – semblent moins liés aux explosions de violence entre les cartels et l'État qu'aux changements des politiques d'État (voir Figure 2.1).

Les aspects économiques du marché de la drogue semblent moins liés aux explosions de violence entre les cartels et l'État qu'aux changements des politiques d'État.

Bien que les données chiffrées soient rares, les études de cas analysées dans ce chapitre soulignent les difficultés, les effets, et les conséquences indésirables potentielles des efforts déployés par les États pour endiguer et réduire la violence des cartels de drogue en Amérique latine. Au Mexique, la politique de répression menée par le président Calderon en 2006, visant à s'attaquer à tous les cartels avec la même intensité, semble avoir déclenché une explosion rapide de la violence. Les effets de la fragmentation des cartels se font sentir dans l'ensemble du pays et de l'Amérique centrale. Six ans après un conflit brutal et épuisant, et des dizaines de milliers de victimes, il conviendrait de reconsidérer la stratégie de réponse tous azimuts et de mettre davantage l'accent sur les cartels mexicains les plus meurtriers. Des changements de politique encore plus importants sont à prévoir si, comme beaucoup le prédisent, le PRI remporte l'élection présidentielle de 2012.

En revanche, la stratégie de réponse proportionnelle adoptée par Rio de Janeiro, qui privilégie la réduction de la violence et de la présence armée des trafiquants par rapport à l'éradication du trafic de drogue en soi, semble avoir poussé les trafiquants à adopter des stratégies moins agressives. L'approche de la pacification a permis à l'État de reprendre le contrôle de certaines des plus grandes favelas de Rio après plus de 20 ans, et ce, souvent sans le moindre coup de feu. Cependant, il n'apparaît pas encore clairement si cette approche a entraîné une réduction du taux global de crimes violents ou si les réseaux criminels se sont délocalisés. Le maintien de ce contrôle constitue une proposition de longue haleine, complexe et onéreuse, et concerne aussi bien les services publics que la prévention de la violence. Il reste à déterminer si l'État et les autorités fédérales sont prêts à garder le cap. Ce changement d'approche semble avoir bouleversé la logique des conflits, qui sévissait entre les cartels et l'État depuis des décennies. A ce titre, il mérite une attention soutenue afin de mieux évaluer sa véritable efficacité et son application potentielle dans d'autres contextes. ■